



PRÉFET DU GERS

AGIR POUR LE GERS EN 2011



Direction départementale des territoires



- développement durable des territoires
- urbanisme, habitat et rénovation urbaine
- gestion de l'eau et protection de la biodiversité
- économie agricole et soutien au développement rural
- prévention des risques
- circulation et transport
- connaissance, prospective, planification et aménagement du territoire

Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations



Pôle cohésion sociale

- renforcement du lien social
- inclusion sociale des personnes vulnérables
- politique de la ville et missions de préventions
- soutien à la vie associative et au mouvement sportif

Pôle protection des populations

- protection des consommateurs
- veille sanitaire et sécurité des aliments
- sécurité des animaux et de l'environnement des productions animales

Préfecture



Secrétariat général

Direction départementale des libertés publiques et des collectivités locales

- Pôle nationalité et délivrance de titres
- Pôle élections, réglementation et collectivités locales

Direction de la coordination interministérielle et des moyens de l'Etat

- Pôle stratégie de l'Etat et animation des politiques publiques interministérielles
- Pôle ressources humaines, fonctions logistiques et mutualisations

Direction des services du cabinet

- Affaires réservées, sécurité intérieure, sécurité civile
- Service départemental de la communication interministérielle de l'Etat

Sous-préfecture de Condom

Sous-préfecture de Mirande

Direction départementale de la sécurité publique

Groupement de gendarmerie

AUTORITE HIERARCHIQUE

AUTORITE FONCTIONNELLE
du préfet du département pour l'exercice de ses compétences départementales



PREFET



LIEN FONCTIONNEL



Unité territoriale Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE)

- Travail
- Emploi



Unité territoriale Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement, et du Logement (DREAL)

- Installations classées
- Environnement



Unité territoriale Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC)

- Architecture et patrimoine



Délégation départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS)

- Animation de proximité de la politique de santé et médico sociale



Direction départementale des finances publiques *



Inspection académique 32



L'année 2011 a conforté la nouvelle organisation territoriale de l'administration de l'État : la direction départementale du territoire, la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations et les unités territoriales des grandes directions régionales ont été créées.

La direction départementale des finances publiques du Gers a également été mise en place. Toutes les réorganisations ont impacté de manière significative le travail des agents. Mais elles démontrent aussi toute la capacité des services de l'État à se simplifier, à se moderniser, à s'adapter aux enjeux de demain.

La forme de ce bilan d'activité des services de l'État illustre cette exigence de modernisation de l'État.

J'ai souhaité que cette année ce rapport soit plus synthétique, plus sélectif, plus attractif, beaucoup plus rapide à lire pour accroître le nombre de lecteurs et capter leur attention.

Je remercie chaleureusement tous les fonctionnaires de l'État pour l'effort consenti et les résultats obtenus, pour assurer la sécurité des citoyens, soutenir l'économie locale et garantir notre cohésion sociale.

Restons mobilisés pour améliorer sans cesse le service rendu aux Gersoises et aux Gersois, aux côtés de tous ceux qui nous accompagnent dans nos missions de service public : collectivités territoriales, entreprises, associations ...

Étienne GUÉPRATTE,
Préfet du Gers

Sommaire

- L'État protège les personnes et les biens 3
- L'État garantit le respect des droits et des libertés..... 4
- L'État développe le territoire 5
- L'État soutient l'activité économique et la cohésion sociale 7
- L'État organise l'action éducatrice 9
- L'État investit dans le Gers..... 9
- L'État s'adapte pour mieux agir au moindre coût 10

L'État prévient la délinquance.

En 2011, ont été relevés 5 563 faits de délinquance générale, soit une augmentation de 2 % par rapport à 2010.

Pour renforcer la prévention contre la délinquance, des plans d'actions ont été mis en œuvre. La lutte contre les cambriolages a été développée. Grâce à l'occupation du terrain par les forces de l'ordre, plusieurs cambrioleurs ont été arrêtés, en flagrant délit.

L'État lutte contre l'insécurité routière

- 22 tués
- 231 blessés
- soit 253 victimes de la route en 2011 (246 victimes en 2010)

Le plan départemental d'action de sécurité routière (PDASR) organise la prévention pour faire évoluer les comportements et sensibiliser les usagers vulnérables. En 2011, environ 300 actions de prévention ont été menées et 15 000 usagers de la route sensibilisés.

L'État prépare la gestion de crises

Les exercices constituent la clé de voûte de la sécurité civile en permettant la mise en œuvre pratique des dispositions contenues dans les plans de secours. 5 exercices de sécurité civile ont été organisés en 2011.

L'État garantit la protection du consommateur et la sécurité sanitaire et alimentaire

- plus de 1000 contrôles sanitaires dans le secteur de l'abattage, dans le transport, lors des festivals, suivi des commerces de remise directe au consommateur
- près de 520 prélèvements dans le cadre de plans de surveillances et de contrôles mis en œuvre
- 6 TIAC (Toxi-infections alimentaires collectives) et alertes gérées en 2011
- 487 contrôles de l'information des consommateurs, de la conformité des produits importés ou introduits sur le territoire, de la sécurité des prestations et de la qualification des personnels
- 53 réponses aux plaintes diverses émanant de consommateurs

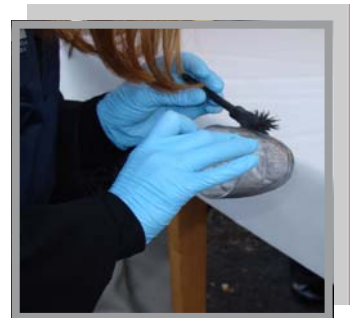
L'État agit aux côtés des professions de santé

- il veille à la permanence des soins ambulatoires : 9 arrêtés préfectoraux de réquisition de médecin pris en 2011
- il a labellisé 4 projets de maisons de santé pluridisciplinaires à Nogaro, Vic-Fezensac, Mauvezin, Marciac : 1,8 million d'euros de financements d'État ont été accordés pour le bon aboutissement de ces projets.

Un cinquième projet à Fleurance sera labellisé au premier semestre 2012



Contrôles routiers



Prise d'empreintes



Exercice organisé dans le cadre de la gestion de crise



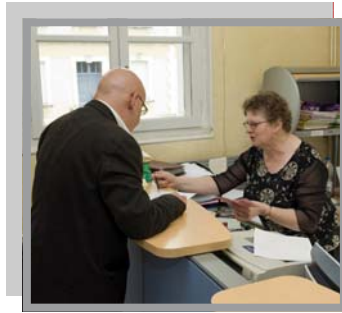
Naissance de canetons dans un couvoir à Aignan



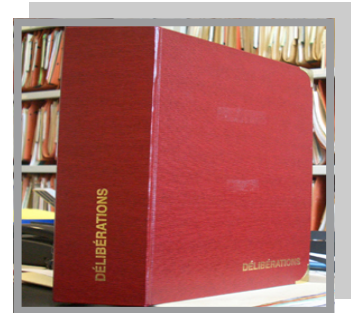
Professionnel de santé

La préfecture du Gers a délivré en 2011 :

- 32 016 certificats d'immatriculation
- 9 240 permis de conduire
- 16 993 cartes nationales d'identité
- 5 383 passeports
- 721 titres de séjour
- 108 naturalisations
- 12 reconduites à la frontière



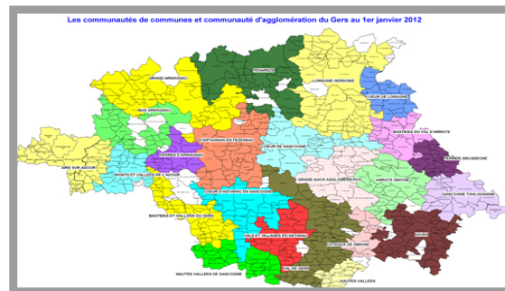
Accueil du public à la sous-préfecture de Mirande



Registre des délibérations

Les délais moyens de délivrance dans le Gers sont inférieurs à la moyenne nationale :

- permis de conduire : 5 jours (9,70 jours au niveau national)
- carte nationale d'identité : 3,9 jours (10 jours au niveau national)
- passeport : 1,36 jours (5,5 jours au niveau national)



Carte de l'intercommunalité au 1er janvier 2012

Le contrôle de légalité et le contrôle budgétaire

Ces contrôles sont centralisés en préfecture depuis le 1^{er} janvier 2010. En 2011, une nouvelle stratégie du contrôle de légalité et du contrôle budgétaire a été arrêtée (priorités : commande publique, intercommunalité, urbanisme, certains actes de la fonction publique territoriale). Parallèlement, la fonction de conseil aux élus s'est renforcée.

35 525 actes ont été transmis en 2011 à la préfecture et aux sous-préfectures.



Logo officiel des élections cantonales 2011



Bâtiment de ponte à Aignan

Le contentieux : 78 jugements sont intervenus en 2011 dont 46 gagnés par l'Etat.

Les élections : notamment élections cantonales des 20 et 27 mars 2011, et élections municipales partielles organisées dans 12 communes.

Le droit de l'environnement

En matière d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), 801 récépissés de déclaration délivrés, 6 autorisations, 22 mises en demeure. En matière de loi sur l'eau : 12 autorisations, 21 autorisations temporaires, 6 mises en demeure.

Un nouveau schéma de coopération intercommunale

Le nouveau schéma a été établi en concertation avec les élus et la nouvelle commission départementale de coopération intercommunale (CDCI) qui s'est réunie à dix reprises en 2011. Ayant pour objet d'achever, de rationaliser et de simplifier la carte de l'intercommunalité, il fixe les objectifs suivants :

- l'achèvement et la rationalisation de la carte intercommunale, en proposant 6 fusions de communautés de communes et 11 extensions de périmètres de communautés de communes
- la simplification du paysage intercommunal en prescrivant la réduction progressive du nombre de syndicats. 32 syndicats sur 120 feront l'objet d'une mesure de rationalisation (dissolution, fusion). Au plus tard le 1^{er} juin 2013, toutes les communes du département seront membres d'une communauté de communes ou d'une communauté d'agglomération ; toutes les communautés de communes réuniront au moins 5 000 habitants.

L'État est présent sur le territoire

Au cours du second semestre, Etienne Guépratte, préfet du Gers, a effectué 85 déplacements et visites de terrains. 5 réunions cantonales ont été organisées à Miélan, Miradoux, Aignan, Masseube et Nogaro. Une réunion d'information et d'échanges avec les élus du département s'est tenue à Gimont le 23 septembre.



Visite cantonale à Aignan



Visite cantonale à Nogaro

Le développement équilibré du territoire

L'application du droit des sols connaît une activité importante : 2 621 permis de construire, 4 785 certificats d'urbanisme, 79 permis d'aménager, 2 214 déclarations préalables ont été instruits en 2011 par la Direction Départementale des Territoires (DDT). Un schéma de cohérence territoriale concernant 14 communes a été approuvé. 158 procédures d'élaboration ou de révision de documents (PLU, cartes communales) étaient en cours.



Visite cantonale à Miradoux

S'agissant des infrastructures de la RN 124, les terrassements de la section Auch-Aubiet étaient en phase d'achèvement. La mise en service est prévue fin 2012. Les études de la déviation de Gimont et de la section Gimont - L'Isle-Jourdain sont en cours.



Visite cantonale à Miélan



Visite cantonale à Masseube

Le développement compétitif du territoire

- 5 622 141 € de subventions d'investissement de l'Etat aux collectivités territoriales, dans le cadre de la dotation d'équipement aux territoires ruraux : + 10 % par rapport à 2010.

Ont été programmés 100 dossiers, dont 4 concernant les maisons de santé pluri professionnelles labellisées (Mauvezin, Vic-Fezensac, Marciac, Nogaro), qui ont fait l'objet d'un accompagnement spécifique. Les bâtiments scolaires (33 dossiers et 35 % des crédits) et les travaux de sécurité et d'accessibilité (56 dossiers et 36 % des crédits) sont les catégories d'opérations les plus financées.

- 4 nouveaux pôles d'excellence rurale (PER) labellisés en avril 2011, au titre de la seconde vague de la seconde génération :
 - PER « Gers santé ruralité » - 1 250 887 € de crédits Etat-Europe
 - PER VELOPOLE - 679 291 € de crédits Etat-Europe
 - PER AEROPARC d'Auch et du Gers - 1 408 500 € de crédits Etat-Europe
 - PER Développement des viandes de qualité du Gers : viandes d'élevage et gibier sauvage - 733 838 € de crédits Etat-Europe.

Au total, les 8 PER de la seconde génération représentent plus de 40 millions d'investissement, dont 8 723 237 € de crédits Etat-Europe injectés dans l'économie départementale.

Le développement durable du territoire

Une action en faveur de la qualité de l'eau.

La mission interservices de l'eau (MISE) décline la politique de l'eau et des milieux aquatiques dans le département.

- Plus de 1 800 irrigants autorisés sur 11 400 km de cours d'eau
- 404 dossiers instruits au titre de la loi sur l'eau
- 125 Plans de Prévention des Risques Inondations (PPRI) prescrits en 2011
- Détermination des volumes prélevables : principe de gestion mutualisée pour l'Adour (départements 65 et 32)

La sécheresse du printemps et de l'automne 2011 a conduit le Préfet à réunir à plusieurs reprises le comité de gestion des étiages, à prendre de nombreux arrêtés de restriction des prélèvements et à verser 3,5 millions d'euros à près d'un millier d'éleveurs.

Un soutien à l'agriculture durable

Les masses financières Etat et Europe sont les suivantes :

- 1er pilier de la Politique Agricole Commune (PAC) - soutien aux activités agricoles et au maintien des exploitations - 138 millions d'euros dont 18 millions d'euros pour les aides dites couplées en fonction des productions réalisées et 120 millions d'euros pour les aides dites découplées, sans lien avec la production
- 2ème pilier de la Politique Agricole Commune (PAC) - développement agricole et rural et prise en compte de l'environnement - : 6 millions d'euros pour l'installation des jeunes agriculteurs, le programme de modernisation des bâtiments d'élevage, l'aide à la conversion à l'agriculture biologique, le plan végétal pour l'environnement
- Dotations d'installation : 1 030 000 €
- Prêts installations : 193 prêts pour un million d'euros d'aide.



La rivière Gers



Elevage de bovins à Saramon

La sécurité environnementale

- 51 visites d'inspections réalisées dans les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) du Gers
- 16 procès-verbaux d'infraction rédigés
- 22 arrêtés signés pour des établissements nouveaux ou existants.



Le Président de la République à Gimont le 29 novembre 2011

Une table ronde sur le monde agricole

Le mardi 29 novembre 2011, Nicolas SARKOZY, Président de la République, en déplacement dans le Gers, a animé à Gimont, une table ronde sur le monde agricole.

Plus de 1800 personnes étaient présentes.



Logo officiel de la semaine du développement durable



Bâtiment agricole avec toiture photovoltaïque

Avec 9 898 demandeurs d'emploi inscrits au 31 décembre 2011, le Gers enregistre une évolution à la hausse sur un an de 7,7 %, inférieure à celle observée sur l'ensemble de la région Midi-Pyrénées (8,3 %).

L'État soutient l'emploi

- 59 nouveaux créateurs d'entreprises accompagnés par le dispositif Nouvel accompagnement pour la Création et la Reprise d'Entreprise (NACRE)
- 736 contrats d'apprentissage et 371 contrats de professionnalisation signés
- 1 041 contrats aidés prescrits dans le secteur non marchand - Contrat Unique d'Insertion (CUI) Contrat d'accompagnement dans l'Emploi (CAE) - représentant une enveloppe financière de 3 252 000 euros
- 573 800 € consacrés à l'insertion par l'activité économique
- 38 687 € consacrés au financement du programme départemental pour l'insertion des travailleurs handicapés (PDITH)
- Un Forum Emploi organisé le 6 octobre 2011 : 1 750 personnes accueillies, 95 employeurs présents
- Mobilisation pour l'emploi au sein des Services Publics de l'Emploi (Auch, Condom, Mirande) qui se sont réunis à 21 reprises.



Logo dispositif Habiter Mieux



Remise des médailles de la jeunesse et des sports



Forum annuel de l'emploi au hall du Mouzon à Auch



Détail de la Cathédrale Sainte Marie à Auch



Logo du Réseaulment Égalité

L'État développe l'offre de logement

- 131 logements financés dans le parc de logement social public - 1 million d'euros de crédit de paiement consommé
- 305 logements financés par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) dans le cadre de la réhabilitation de logements du parc privé - 1 477 000 euros de crédits mobilisés.

L'État conforte la solidarité et l'insertion

- 1 470 470 € mobilisés, dont 435 540 € au Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) de REGAR, 132 706 € pour le fonctionnement des Maisons Relais et 94 948 € pour le Système Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO)
- 467 018 € mobilisés pour assurer l'hébergement en Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile (CADA).

L'État promeut une politique d'égalité entre les femmes et les hommes

- 49 actions menées dans le cadre de la charte départementale "Réseaulument Egalité dans le Gers"
- Plan départemental de lutte contre les violences faites aux femmes.

L'État développe la pratique sportive

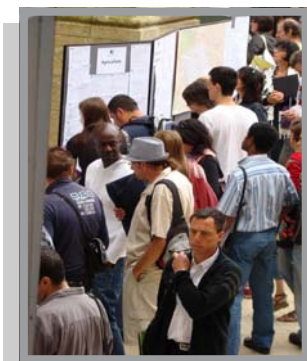
- 363 024 € de subventions accordées par le Centre National pour le Développement du Sport (CNDS) aux comités départementaux et aux clubs
- 2 500 personnes sensibilisées par 70 associations sur l'intérêt d'une pratique d'activité physique, dans le cadre des actions sports, santé et bien-être sur les territoires de Condom, L'Isle Jourdain et Auch.

L'Etat favorise la culture et protège le patrimoine

- 801 100 € pour la création artistique (centre national des arts du cirque à Auch, centre d'art et de photographie de Lectoure,...)
- 1 221 898 € pour la protection, l'entretien, la réparation et la restauration du patrimoine : notamment 648 222 € de travaux pour la cathédrale Sainte-Marie d'Auch.



Détail de la Cathédrale Sainte Marie à Auch



Forum des métiers en tension à la préfecture



Inauguration de la maison relais à Auch

L'État organise l'action éducatrice

Le Gers compte :

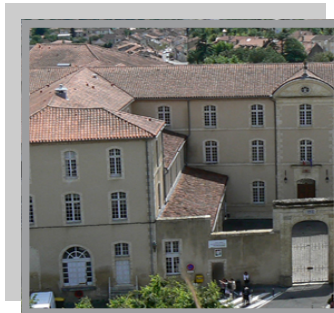
- 26 102 élèves de l'enseignement public
- 4 204 élèves de l'enseignement privé
- 2 712 agents du ministère répartis sur l'ensemble du département
- 141 140 425 de crédits de rémunération
- 1 454 614 € de bourses second degré.

La décreue lente des effectifs du premier degré depuis la rentrée 2009 se poursuit. Le déséquilibre entre l'est et l'ouest du département s'accroît et accentue la nécessité d'adaptation aux besoins. Le maillage reste très dense au niveau des écoles, avec une volonté de le maintenir au mieux malgré les évolutions.

L'excellence des résultats au DNB (diplôme national du brevet) est une nouvelle fois confirmée : 90,1 %.

Les résultats aux différents baccalauréats s'améliorent et dépassent les taux académiques (92,2 % pour le bac général, 91,5 % pour le bac professionnel), sauf pour le bac technologique (86,1 %).

Le dispositif d'aide individualisée a concerné 2 593 élèves.



Collège Salinis à Auch



Semaine du développement durable à Auch



Lauréats du concours de dessins Sécurité Routière



Résultats du baccalauréat au Lycée Pardailhan à Auch



Ecole primaire Guynemer à Auch

L'État investit dans le Gers

Au plan strictement financier, la contribution à la richesse du département est de **753 millions d'euros**, versés au titre des rémunérations des fonctionnaires, des interventions qui incluent aussi celles de l'Union Européenne.

Dans le même temps, **426,3 millions** étaient prélevés au titre de l'impôt, hors fiscalité locale.

Ces données illustrent l'expression de la solidarité nationale.



La nouvelle organisation des services territoriaux de l'Etat a été confortée en 2011 avec les deux Directions Départementales Interministérielles : la Direction Départementale des Territoires (DDT) et la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP), les unités territoriales de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE), de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), de la Direction Régionale des affaires Culturelles (DRAC), et la délégation territoriale de l'Agence Régionale de Santé (ATS). Les chefs de services en question forment désormais, avec les membres du corps préfectoral et les directeurs de préfecture, un état-major resserré autour du préfet. Enfin, la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP) réunit les anciens services fiscaux et la trésorerie générale.

La dématérialisation des données financières et comptables

CHORUS est le nouveau système d'information financière de l'Etat, fondé sur un progiciel de gestion intégré. Il est depuis le 1er janvier 2011 une application partagée par tous les acteurs financiers des services centraux et déconcentrés de l'Etat, qui remplace les applications ministérielles de gestion.

Les services de l'Etat ont dû faire face à une gestion délicate et minutieuse des crédits, du fait notamment de l'appropriation de ce nouvel outil et des nombreux acteurs concernés. Un travail important a été réalisé avec les agents de la plateforme CHORUS, prestataire de service, située à la préfecture des Hautes-Pyrénées.

La préfecture a institué en 2011 une démarche de contrôle interne comptable pour la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) et le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA). Des contrôles de supervision seront effectués en 2012 et un certain nombre d'actions seront engagées pour sécuriser encore davantage la procédure comptable des subventions de l'État.

Le contrôle de gestion

Le dernier rapport Le Fur a situé la préfecture du Gers au 21ème rang, sur 101, au palmarès d'efficacité des préfectures en matière de délivrance de titres au cours du premier semestre 2011.

Les services de l'État ont contribué à la réduction des dépenses publiques en matière de consommations de téléphonie, de frais postaux, d'assurances, et de consommables informatiques.

La démarche qualité

La préfecture s'est engagée en 2011 dans une démarche de labellisation Marianne afin de valoriser la qualité de l'accueil du public par les agents de la préfecture. La labellisation devrait avoir lieu fin du premier semestre 2012.



Les directions départementales interministérielles



La direction générale des finances publiques



Guichet d'accueil du public à la sous-préfecture de Mirande



Guichet d'accueil du public à la DDT



Logo Démarche Qualité



AGIR POUR LE GERS EN 2011

Directeur de la publication : Étienne GUÉPRATTE, Préfet du Gers
Remerciements à l'ensemble des services de l'Etat pour leur collaboration à ce document.

Préfecture du Gers - 3 place du préfet Claude Erignac
BP 10322

32007 AUCH CEDEX

Conception : service départemental de la communication
interministérielle de l'Etat

Photos SDCI

Imprimé en juin 2012.